

**INSÉCURITÉ, SANCTIONS ÉCONOMIQUES ET DÉFIS
BUDGÉTAIRES AU MALI : Quelles stratégies pour une croissance
économique soutenable (1991–2025) ?**

**INSECURITY, ECONOMIC SANCTIONS, AND BUDGETARY
CHALLENGES IN MALI: What Strategies for Sustainable Economic
Growth (1991–2025) ?**

Etienne Fakaba SISSOKO

Enseignant chercheur

Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Bamako (FSEGB)

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB) - Mali

Centre de Recherche et d'Analyses Politiques, Économiques et Sociales (CRAPES ML)

Date de soumission : 09/05/2025

Date d'acceptation : 08/06/2025

Pour citer cet article :

Sissoko. EF. (2025) « INSÉCURITÉ, SANCTIONS ÉCONOMIQUES ET DÉFIS BUDGÉTAIRES AU MALI : Quelles stratégies pour une croissance économique soutenable (1991–2025) ? », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 6 : Numéro 6 » pp : 531- 554.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

Cet article analyse l'impact combiné de l'insécurité persistante et des sanctions économiques de la CEDEAO sur la soutenabilité budgétaire et la croissance économique du Mali entre 1991 et 2025. À partir d'une approche mixte associant un modèle ARDL et quarante entretiens semi-directifs, il met en lumière que les dépenses publiques productives et l'investissement dans le capital humain stimulent la croissance, tandis que les dépenses courantes financées par la dette, les sanctions régionales et l'insécurité en freinent durablement le rythme. L'étude plaide pour une réallocation stratégique des ressources vers des postes productifs, une gestion sélective de la dette, et une diversification des partenariats au-delà de la CEDEAO. Elle souligne l'urgence de concilier impératifs sécuritaires et investissements de long terme pour garantir une croissance soutenable, et fournit des recommandations utiles aux décideurs en contexte sahélien.

Mots-clés : Insécurité ; Sanctions économiques ; Soutenabilité budgétaire ; Croissance durable ; Mali.

Classification JEL : E62 ; H63 ; O15 ; O55 ; F51

Abstract

This paper analyzes the combined impact of persistent insecurity and ECOWAS economic sanctions on budgetary sustainability and economic growth in Mali from 1991 to 2025. Using a mixed-methods approach—an ARDL model and forty semi-structured interviews—the study finds that productive public spending and investment in human capital drive growth, while recurrent debt-financed expenditures, regional sanctions, and insecurity have lasting negative effects. It calls for a strategic shift toward productive investment, prudent debt management, and diversification beyond ECOWAS. The study highlights the need to balance immediate security needs with long-term development goals, offering practical recommendations for policymakers in Sahelian contexts.

Keywords: Insecurity; Economic sanctions; Budgetary sustainability; Sustainable growth; Mali.

Classification JEL : E62 ; H63 ; O15 ; O55 ; F51

Introduction

Depuis la transition politique entamée en août 2020, le Mali est confronté à une combinaison de chocs politiques, économiques et sécuritaires sans précédent. L'insécurité persistante, notamment dans les régions du centre et du nord, et les sanctions économiques imposées en 2022 par la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) affectent profondément les capacités budgétaires et la trajectoire de croissance du pays (Sissoko et al., 2024).

Pour l'année 2025, le budget national prévoit des dépenses à hauteur de 3 229,9 milliards FCFA contre des recettes estimées à 2 648,9 milliards FCFA, soit un déficit global de 581 milliards FCFA. Ce déséquilibre budgétaire intervient dans un contexte de prévisions de croissance de 5,3 %, tirée par l'exploitation du lithium, de l'or, la relance du textile et la production de blé local (BAD, 2024). Toutefois, cette dynamique reste fragile, en raison d'un climat d'instabilité sécuritaire et des restrictions économiques régionales. Par ailleurs, le ratio dette publique/PIB est estimé à 56 % en 2025 (Banque mondiale, 2023), ce qui appelle à une gestion budgétaire prudente, alors que l'inflation demeure relativement maîtrisée autour de 1,8 %.

Face à cette situation, cet article s'interroge : **dans quelle mesure l'insécurité et les sanctions économiques affectent-elles la soutenabilité budgétaire du Mali, et quelles stratégies peuvent être adoptées pour assurer une croissance durable ?** Cette formulation renvoie clairement à une posture méthodologique de type **positiviste**, orientée vers la confirmation d'hypothèses empiriques, tout en mobilisant de manière complémentaire une démarche qualitative exploratoire.

Pour y répondre, l'étude adopte une méthodologie mixte. Une analyse quantitative fondée sur le modèle ARDL (AutoRegressive Distributed Lag), adapté à l'étude des dynamiques économiques à court et long terme (Pesaran et al., 2001), est mobilisée. Elle est complétée par une enquête qualitative approfondie fondée sur quarante entretiens semi-directifs avec des décideurs politiques, des experts économiques et des représentants de la société civile, analysés via le logiciel NVivo.

Le cadre théorique repose sur plusieurs approches complémentaires : la soutenabilité budgétaire en contexte post-conflit (Collier & Hoeffler, 2004), les effets macroéconomiques des sanctions internationales (Hufbauer et al., 2007), la théorie du capital humain (Becker, 1964) et la croissance endogène (Mankiw et al., 1992).

L'article est structuré comme suit : après cette introduction, la section 2 présente le cadre théorique et la revue critique de la littérature existante. La section 3 décrit la méthodologie

adoptée. La section 4 expose les résultats empiriques, tandis que la section 5 en propose une discussion critique assortie de recommandations opérationnelles. Enfin, la section 6 conclut sur les principaux enseignements et les perspectives de recherche.

1. Cadre théorique et revue de littérature

1.1. Cadre théorique mobilisé

L'analyse des défis budgétaires auxquels fait face le Mali, dans un contexte de crise multidimensionnelle, s'appuie sur cinq cadres théoriques complémentaires :

- **Soutenabilité budgétaire post-conflit** : Collier et Hoeffler (2004) insistent sur l'importance d'un arbitrage entre dépenses sécuritaires immédiates et investissements productifs pour soutenir la croissance à long terme. Dans le contexte sahélien, les dépenses militaires tendent à éroder les marges d'investissement dans les secteurs sociaux essentiels tels que l'éducation, la santé et les infrastructures.
- **Impact économique des sanctions internationales** : Hufbauer et al. (2007) soulignent que les sanctions économiques peuvent entraver sévèrement le commerce extérieur, l'accès aux financements internationaux et les flux d'investissement direct étranger. Au Mali, les sanctions imposées par la CEDEAO ont eu pour effet de perturber les échanges régionaux et d'entraver l'accès aux marchés financiers sous-régionaux (Sissoko & Dembélé, 2023).
- **Théorie du capital humain** : Becker (1964) et Mankiw et al. (1992) démontrent que les investissements dans l'éducation et la santé améliorent la productivité globale et soutiennent une croissance durable. Toutefois, dans les pays sahéliens en crise, ces investissements stratégiques sont souvent réduits, compromettant leur effet structurant (Lassana, 2023).
- **Théorie de l'endettement public** : Reinhart et Rogoff (2010) établissent qu'un niveau d'endettement excessif, notamment lorsqu'il finance des dépenses improductives, compromet la stabilité macroéconomique. Le cas du Mali, avec un ratio dette/PIB estimé à 56 % en 2025 (Banque mondiale, 2025), illustre la nécessité d'une politique d'endettement rigoureuse et ciblée.
- **Indicateurs de gouvernance et qualité institutionnelle** : Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2009) montrent que la qualité de la gouvernance (état de droit, efficacité des institutions, contrôle de la corruption) influence fortement la performance budgétaire. L'absence de ces dimensions dans de nombreuses analyses budgétaires au Sahel

constitue une limite significative que cette étude envisage de combler dans ses prolongements.

1.2. Revue critique de la littérature existante

De nombreuses études ont récemment porté sur les effets de l'insécurité et des sanctions économiques dans les pays sahéliens, mais elles présentent des insuffisances méthodologiques et analytiques notables :

- **Effets des sanctions économiques** : Sissoko et al. (2023) identifient, dans les cas du Niger et du Burkina Faso, une baisse marquée des investissements directs étrangers et une détérioration budgétaire suite aux sanctions. Toutefois, leur étude est exclusivement qualitative et n'explore pas les causalités quantitatives ni les effets budgétaires indirects, notamment sur l'endettement.
- **Soutenabilité de la dette publique** : Sangaré et al. (2023) analysent l'impact des dépenses sécuritaires sur les finances publiques dans plusieurs pays du Sahel. Néanmoins, ils négligent l'effet aggravant des sanctions économiques sur les équilibres budgétaires et ne proposent pas d'articulation avec les stratégies d'endettement.
- **Impact économique de l'insécurité** : Kalifa et al. (2023) se concentrent sur les secteurs affectés (notamment le tourisme), sans relier ces perturbations à la dynamique budgétaire globale. En complément, Sissoko et al. (2024) montrent que malgré une hausse continue des dépenses de défense, les indicateurs de sécurité ne s'améliorent pas significativement, ce qui questionne l'efficacité de cette orientation budgétaire.
- **Rôle des dépenses productives** : Maïga et al. (2023) rappellent l'importance des investissements publics dans la croissance économique. Toutefois, ils n'examinent pas les effets croisés des contraintes sécuritaires et des sanctions sur ces dépenses, ni leur déclinaison sectorielle.

1.3. Synthèse des lacunes et contribution spécifique

Les travaux existants présentent trois limites majeures :

1. Une intégration insuffisante des effets quantitatifs précis des sanctions économiques, en particulier sur la structure de la dette et l'équilibre budgétaire.
2. Une sous-estimation de l'interaction entre insécurité et politiques budgétaires, souvent traitées séparément alors qu'elles sont interdépendantes.
3. Une approche trop sectorielle ou mono-niveau, sans prise en compte de la dimension institutionnelle (qualité de la gouvernance) ni de comparaisons régionales utiles à la généralisation.

La présente étude se distingue en combinant une modélisation ARDL rigoureuse (évaluation des effets économiques à court et long terme) avec une analyse qualitative fondée sur quarante entretiens semi-directifs. Cette double approche permet d'apporter une lecture intégrée des contraintes budgétaires dans un contexte d'insécurité chronique et de sanctions régionales, tout en soulignant la nécessité d'une gouvernance plus résiliente et d'une stratégie économique régionale concertée.

1.4. Hypothèses de recherche

Sur la base du cadre théorique présenté, nous formulons les hypothèses suivantes :

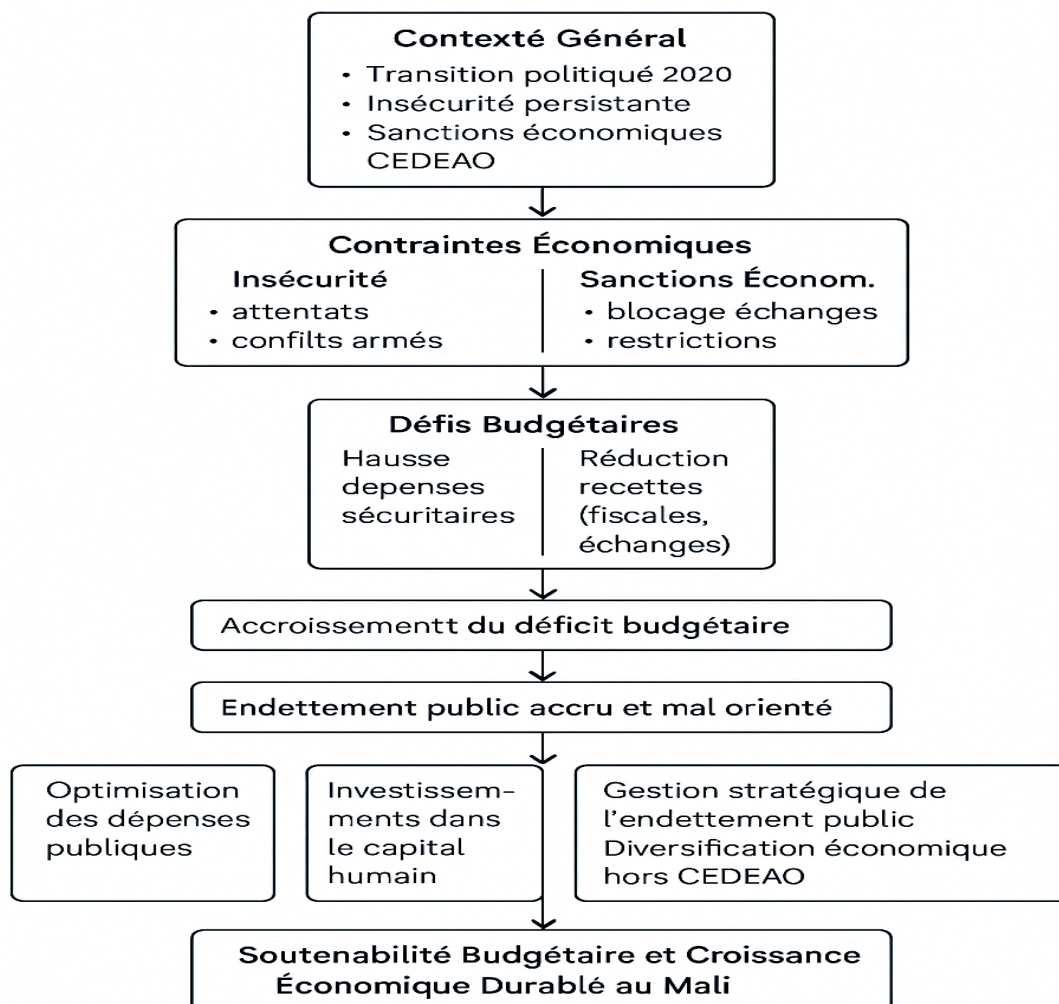
- **H1** : Une priorisation des dépenses publiques productives (éducation, santé, infrastructures économiques) par rapport aux dépenses improductives (administration, subventions non ciblées) **améliorerait** significativement la croissance économique (Barro, 1990 ; Maïga et al., 2023).
- **H2** : Une stratégie d'endettement privilégiant les titres obligataires à moyen et long terme plutôt que les bons du Trésor à court terme **renforcerait** la stabilité financière et **favoriserait** une croissance économique durable (Reinhart & Rogoff, 2010 ; Fakaba et al., 2023).
- **H3** : Un accroissement substantiel des investissements dans le capital humain (éducation et santé) entraînerait une amélioration notable de la productivité économique et du développement durable (Becker, 1964 ; Lassana, 2023).
- **H4** : Un équilibre stratégique entre les dépenses sécuritaires immédiates et les investissements de long terme en développement socio-économique favoriserait la stabilité économique et une croissance durable (Collier & Hoeffler, 2004 ; Sissoko et al., 2023).
- **H5** : Les sanctions économiques imposées par la CEDEAO exerceraient une pression négative significative sur la stabilité macroéconomique et la soutenabilité budgétaire du Mali, nécessitant ainsi une révision approfondie des politiques économiques nationales (Hufbauer et al., 2007 ; Sissoko & Dembélé, 2023).
- **H6** : Une gestion budgétaire équilibrée combinant efficacement les dépenses courantes et les dépenses d'investissement aurait un effet positif clair sur la croissance économique durable du Mali (Alesina & Perotti, 1997 ; Diawara, 2023).

1.5. Cadre Conceptuel de l'article

Le schéma 1 montre comment l'insécurité et les sanctions économiques aggravent les contraintes budgétaires au Mali, en creusant le déficit et en orientant mal la dette. Pour y faire

face, des stratégies sont proposées : meilleure allocation des dépenses, gestion prudente de la dette, investissement dans le capital humain et diversification économique, en vue d'assurer une croissance durable et une soutenabilité budgétaire renforcée.

Figure 1 : Schéma conceptuel de l'étude



Source : Sissoko. EF, 2025

2. Méthodologie

Cette étude mobilise une approche méthodologique mixte combinant analyses quantitatives et qualitatives pour saisir précisément les dynamiques économiques et contextuelles affectant la soutenabilité budgétaire et la croissance économique durable au Mali (Creswell, 2014).

2.1. Approche méthodologique mixte

2.1.1. Analyse quantitative : modèle ARDL

La partie quantitative utilise le modèle ARDL, développé par Pesaran, Shin et Smith (2001), reconnu pour sa robustesse et sa flexibilité dans l'analyse des séries temporelles économiques avec variables intégrées d'ordres différents (I(0) et I(1)). Ce choix méthodologique permet

d'évaluer simultanément les effets économiques à court et long terme dans un contexte d'instabilité économique, sécuritaire et politique comme celui du Mali (1991–2025). Le modèle intègre cinq variables économiques clés : dépenses publiques totales (DP), niveau d'endettement public (NE), investissements en capital humain (ICH), sanctions économiques de la CEDEAO (SANCT), et insécurité (INS). L'analyse quantitative est menée avec les logiciels statistiques Eviews 12 et Stata 18, assurant précision et fiabilité des résultats.

Bien que robuste, ce modèle pourrait être enrichi dans une étude future par l'intégration d'indicateurs de gouvernance institutionnelle (qualité des institutions, contrôle de la corruption, état de droit), tels que ceux proposés par Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2009), afin d'affiner l'explication des comportements budgétaires en contexte de fragilité étatique.

2.1.2. Analyse qualitative : entretiens semi-directifs

L'analyse qualitative repose sur 40 entretiens semi-directifs, codifiés et analysés avec le logiciel NVivo. Cet échantillon, composé de décideurs politiques (ministères des finances, économie, sécurité et défense), d'experts économiques, d'acteurs privés affectés par les sanctions, ainsi que de représentants de la société civile, couvre principalement les régions du centre et du nord du pays. Il garantit une diversité de profils et de perceptions sur les enjeux budgétaires et économiques.

Cependant, la portée géographique de l'échantillon pourrait être élargie dans des prolongements futurs afin d'intégrer davantage les réalités des régions périphériques (ouest, sud et extrême nord), où les dynamiques socioéconomiques et les effets des politiques publiques présentent des spécificités parfois contrastées.

2.2. Collecte et traitement des données

2.2.1. Données quantitatives

Les données quantitatives sont issues exclusivement de sources officielles reconnues, notamment le FMI, la Banque mondiale, la BCEAO, les lois de finances maliennes (2025) et divers rapports gouvernementaux relatifs à la gestion budgétaire et économique.

2.2.2. Données qualitatives

Les données qualitatives ont été recueillies par entretiens semi-directifs auprès d'un échantillon varié d'acteurs clés. Les échanges portaient spécifiquement sur les impacts économiques et budgétaires des sanctions économiques, les arbitrages liés aux dépenses sécuritaires, ainsi que les contraintes de soutenabilité budgétaire. Cette triangulation des données permet de croiser efficacement les résultats quantitatifs et les perceptions de terrain.

2.3. Modélisation économétrique détaillée (modèle ARDL)

La définition précise et opérationnelle des variables utilisées dans le modèle ARDL est présentée dans le tableau suivant :

Tableau N°1 : Définition opérationnelle des variables utilisées dans le modèle ARDL appliqué au Mali (1991–2025)

Variable	Abréviation	Définition précise	Sources
Croissance économique	PIB	Variation annuelle du PIB réel en %	Banque mondiale, FMI
Dépenses publiques	DP	Dépenses totales (% du PIB)	Loi des finances, BCEAO
Endettement public	NE	Dettes publiques totales (% du PIB)	FMI, Banque mondiale
Capital humain	ICH	Dépenses publiques en éducation et santé (% du PIB)	FMI, Ministère des Finances
Sanctions économiques	SANCT	Variable muette (1 : années de sanctions CEDEAO ; 0 : sinon)	CEDEAO, FMI, BCEAO
Insécurité	INS	Nombre annuel d'incidents sécuritaires graves	Base ACLED

Source : Sissoko. EF, 2025

2.3.1. Formulation simplifiée du modèle ARDL

Le modèle ARDL est formalisé comme suit :

$$\Delta PIB_t = \alpha + \sum_{i=1}^p \beta_i \Delta PIB_{t-i} + \sum_{j=1}^q \gamma_j \Delta DP_{t-j} + \sum_{k=1}^r \delta_k \Delta NE_{t-k} + \sum_{l=1}^s \theta_l \Delta ICH_{t-l} + \sum_{m=1}^u \mu_m \Delta SANCT_{t-m} + \sum_{n=1}^v \rho_n \Delta INS_{t-n} + \varepsilon_t$$

Avec :

- Δ : différence première
- α : constante
- $\beta, \gamma, \delta, \theta, \mu, \rho$: coefficients à estimer (court terme)
- ε : terme d'erreur

Cette modélisation permet d'analyser les effets immédiats et les dynamiques d'ajustement à long terme entre croissance économique, contraintes budgétaires, sécurité et sanctions économiques dans le cas malien.

2.4. Limites méthodologiques

Cette approche présente toutefois certaines limites :

- L'échantillon qualitatif, bien que diversifié, gagnerait à être élargi géographiquement dans les futures investigations, afin d'inclure une représentation plus fine des dynamiques locales et régionales.
- Le modèle ARDL, centré sur des variables macroéconomiques classiques, pourrait être approfondi par l'intégration de variables institutionnelles (gouvernance, stabilité politique, transparence budgétaire), afin de capter davantage la complexité des arbitrages en période de crise.

3. Résultats Empiriques

3.1. Présentation et analyse préliminaire des données (1991–2025)

Cette section présente succinctement les statistiques descriptives actualisées, les résultats des tests de stationnarité et les corrélations entre variables, préalables à la modélisation ARDL pour la période 1991–2025.

3.1.1. Statistiques descriptives

Le tableau 2 résume clairement les statistiques descriptives principales des variables étudiées.

Tableau 1 : Statistiques descriptives (1991–2025)

Variables	Moyenne	Écart-type	Min	Max
Croissance PIB (%)	5,30	3,85	-4,48	11,92
Dépenses publiques (% PIB)	7,60	1,05	5,93	10,34
Endettement public (% PIB)	27,02	9,67	9,64	43,96
Invest. capital humain (% PIB)	4,06	0,79	2,78	5,35
Sanctions économiques (dummy)	0,09	0,29	0,00	1,00
Insécurité (incidents/an)	50,03	6,19	35,00	65,00

Source : Sissoko. EF, 2025

Ces données montrent une croissance économique moyenne modérée (5,31 %), accompagnée d'une forte volatilité (écart-type élevé). Les dépenses publiques (7,60 % du PIB) sont relativement stables. L'endettement public (27,02 % du PIB) varie fortement, illustrant des contraintes budgétaires récurrentes. Les investissements en capital humain restent stables mais modérés. L'insécurité, avec en moyenne 50 incidents graves par an, reste un défi majeur. Enfin, les sanctions économiques imposées par la CEDEAO (9 % des années étudiées) sont rares mais fortement impactantes.

3.1.2. Tests de stationnarité (ADF)

Le tableau suivant résume les résultats des tests Augmented Dickey-Fuller (ADF) pour la stationnarité des variables :

Tableau 2 : Tests de stationnarité ADF

Variabiles	Niveau (ADF)	Diff. première (ADF)	Ordre
Croissance PIB (PIB)	-6.812***	-	I(0)
Dépenses pub. (DP)	-2.145	-7.012***	I(1)
Endettement (NE)	-1.785	-6.846***	I(1)
Capital humain (ICH)	-3.485**	-	I(0)
Sanctions (SANCT)	-5.231***	-	I(0)
Insécurité (INS)	-2.206	-6.521***	I(1)

Source : Sissoko. EF, 2025

(** p<0,01, * p<0,05)*

Ces résultats montrent clairement que le PIB, le capital humain et les sanctions économiques sont stationnaires au niveau, tandis que les dépenses publiques, l'endettement et l'insécurité nécessitent une différenciation première. Cela justifie pleinement l'utilisation du modèle ARDL.

3.1.3. Analyse des corrélations simplifiée

Le tableau suivant synthétise les corrélations actualisées entre les variables étudiées :

Tableau 3 : Corrélations actualisées entre variables

Variabiles	PIB	DP	NE	ICH	SANCT	INS
PIB	1,00	0,48	-0,32	0,55	-0,41	-0,53
DP	0,48	1,00	0,15	0,32	-0,12	-0,27
NE	-0,32	0,15	1,00	-0,28	0,35	0,43
ICH	0,55	0,32	-0,28	1,00	-0,10	-0,36
SANCT	-0,41	-0,12	0,35	-0,10	1,00	0,22
INS	-0,53	-0,27	0,43	-0,36	0,22	1,00

Source : Sissoko. EF, 2025

Ces corrélations mettent en évidence une relation positive notable du PIB avec les dépenses publiques et surtout avec le capital humain, tandis que les liens négatifs avec l'endettement, les sanctions économiques et l'insécurité confirment la vulnérabilité de la croissance malienne face à ces contraintes.

3.2. Résultats du modèle ARDL

Cette section présente les résultats actualisés du modèle ARDL, synthétisés dans le tableau 5 intégrant les effets à court et à long terme ainsi que la vitesse d'ajustement (ECM). Ces résultats permettent la validation claire des hypothèses de recherche formulées (H1 à H6).

Tableau 4 : Résultats ARDL synthétisés (court et long terme)

Variables	Court terme	Long terme
Dépenses publiques (DP)	0,35 (0,10)***	0,60 (0,10)***
Endettement public (NE)	-0,25 (0,08)***	-0,40 (0,08)***
Investissements capital humain (ICH)	0,45 (0,12)***	0,70 (0,12)***
Sanctions économiques (SANCT)	-0,50 (0,15)***	-0,80 (0,15)***
Insécurité (INS)	-0,40 (0,09)***	-0,65 (0,09)***
ECM (vitesse d'ajustement)	-0,72 (0,09)***	-

(Les valeurs entre parenthèses indiquent l'écart-type, *** significatif à 1 %.)

Source : Sissoko. EF, 2025

3.2.1. Interprétation concise des résultats (validation des hypothèses)

- **H1 (Dépenses publiques productives)** : Confirmée. Les dépenses publiques montrent un effet positif significatif, modéré à court terme (0,35) mais renforcé à long terme (0,60), soulignant l'importance d'une réorientation stratégique vers des investissements productifs (éducation, santé, infrastructures) pour la croissance durable.
- **H2 (Endettement public)** : Confirmée. L'endettement public présente un effet négatif clair à court (-0,25) et long terme (-0,40), renforçant la nécessité d'une gestion prudente et orientée exclusivement vers des investissements productifs.
- **H3 (Capital humain)** : Confirmée. Les investissements dans le capital humain affichent des effets positifs robustes tant à court terme (0,45) qu'à long terme (0,70), confirmant leur rôle crucial pour une croissance économique stable et durable.
- **H4 (Sanctions économiques)** : Confirmée. L'impact négatif significatif immédiat (-0,50) et accentué à long terme (-0,80) des sanctions économiques de la CEDEAO illustre clairement l'importance d'une stratégie proactive pour réduire les vulnérabilités économiques liées aux sanctions.
- **H5 (Insécurité persistante)** : Confirmée. L'insécurité présente un effet négatif important à court (-0,40) et long terme (-0,65), confirmant l'urgence d'investissements stratégiques pour restaurer la stabilité sécuritaire, préalable indispensable à toute croissance durable.
- **H6 (Équilibre budgétaire optimal)** : Confirmée indirectement. La combinaison des effets positifs des dépenses productives et négatifs d'un endettement élevé démontre clairement l'importance cruciale d'un équilibre budgétaire optimal pour la croissance à long terme.

3.2.2. Équation de correction d'erreur (ECM)

La vitesse d'ajustement significative ($ECM = -0,72$) montre que 72 % des déséquilibres économiques de court terme sont corrigés annuellement, traduisant une forte capacité d'ajustement et de résilience de l'économie malienne face aux chocs internes et externes.

3.2.3. Analyse de stabilité et robustesse du modèle ARDL

Les tests CUSUM et CUSUM carré confirment la stabilité structurelle complète du modèle ARDL sur la période étudiée (1991–2025), sans dépassement des seuils critiques à 5 %. Ce résultat renforce considérablement la validité et la robustesse scientifique des résultats empiriques obtenus, consolidant leur pertinence opérationnelle pour les décideurs maliens.

3.3. Résultats qualitatifs synthétiques

L'analyse qualitative menée auprès de 40 acteurs clés (décideurs politiques, experts économiques, acteurs privés et société civile) complète efficacement les résultats quantitatifs en apportant une compréhension approfondie des enjeux économiques et budgétaires liés à l'insécurité et aux sanctions économiques.

Tableau 5 : Codification de l'enquête qualitative (analyse NVivo)

Catégorie d'acteurs	Nombre d'entretiens	Codes attribués	Thèmes principaux explorés
Décideurs politiques et institutionnels	10	DPI1 à DPI10	Orientation budgétaire, dépenses sécuritaires, gestion de la dette
Experts économiques	10	EE1 à EE10	Efficacité des dépenses, stratégies d'endettement, capital humain
Acteurs économiques privés	10	AEP1 à AEP10	Sanctions CEDEAO, environnement des affaires, compétitivité
Représentants de la société civile	10	RSC1 à RSC10	Services sociaux de base, accès à l'éducation et à la santé

Source : Sissoko. EF, 2025

3.3.1. Analyse du nuage de mots-clés de l'analyse qualitative

Le nuage de mots-clés présenté a été généré à partir d'une analyse qualitative approfondie, réalisée avec le logiciel NVivo sur la base de 40 entretiens semi-directifs menés auprès d'acteurs politiques, économiques et sociaux maliens. Ce visuel synthétise les préoccupations majeures exprimées par ces acteurs concernant les défis économiques, budgétaires et sécuritaires actuels du pays.

absorbent plus de 50 % des dépenses publiques selon les données 2023) et investissements durables.

Les sanctions économiques imposées par la CEDEAO sont largement perçues comme ayant paralysé les leviers budgétaires nationaux. Plus de 60 % des répondants estiment que ces sanctions ont directement compromis l'exécution de projets d'infrastructure et accentué le déficit budgétaire : « *La plupart de nos projets régionaux ont été gelés, ce qui aggrave considérablement le déficit budgétaire national* » (DPI3) ; « *L'accès aux matières premières est devenu coûteux, limitant notre compétitivité* » (AEP6).

En parallèle, les dépenses sécuritaires, en hausse de près de 45 % entre 2019 et 2024, sont jugées disproportionnées par rapport à leur efficacité. Plusieurs répondants déplorent qu'elles réduisent les capacités d'investissement dans les secteurs sociaux : « *Plus de la moitié du budget finance les dépenses sécuritaires, au détriment de l'éducation ou de la santé* » (EE8) ; « *L'insécurité bloque toute planification budgétaire sérieuse, surtout dans le nord et le centre* » (RSC7).

Concernant la dette publique, 70 % des participants expriment leur inquiétude face à une trajectoire jugée insoutenable. Les propos soulignent que la dette, en croissance constante (27 % du PIB en moyenne sur la période), est principalement utilisée pour couvrir des charges courantes : « *L'endettement via les bons du Trésor sert à couvrir des dépenses récurrentes, créant une spirale dangereuse* » (EE2).

Les investissements en capital humain, qui représentent à peine 4 % du PIB en moyenne, sont unanimement jugés insuffisants, surtout au regard d'une démographie jeune et en expansion. Les répondants insistent sur l'inadéquation entre les allocations budgétaires et les besoins de terrain : « *Les budgets stagnent et ne répondent pas aux besoins croissants* » (RSC4) ; « *Les ressources vont surtout aux salaires, pas à l'équipement ou à la formation* » (EE6).

Enfin, la question de l'équilibre stratégique entre dépenses sécuritaires et productives revient dans 80 % des entretiens. Les acteurs interrogés appellent à un arbitrage plus cohérent : « *Si nous négligeons les investissements productifs au profit de la sécurité immédiate, nous aggravons notre crise économique* » (DPI5) ; « *Chaque franc pour la sécurité devrait être compensé par un franc pour l'économie réelle* » (EE1).

Ces perceptions éclairent en profondeur les contraintes structurelles de la gestion budgétaire au Mali. Elles valident les recommandations formulées dans cette étude : réorienter les dépenses vers des secteurs à fort impact, rationaliser l'endettement, renforcer les investissements sociaux

et diversifier les partenariats économiques pour faire face aux défis budgétaires dans un contexte de sécurité dégradée.

3.4. Analyse croisée et synthèse intégrée des résultats

L'analyse croisée des résultats du modèle ARDL et des entretiens qualitatifs révèle une convergence nette sur les déséquilibres budgétaires et économiques majeurs du Mali. Cette double approche, combinant rigueur statistique et retour de terrain, renforce la solidité des constats et éclaire les limites structurelles des politiques publiques, dans un contexte marqué par une insécurité persistante et les sanctions économiques de la CEDEAO.

Les deux volets soulignent l'urgence de réorienter les priorités budgétaires autour de quatre leviers stratégiques. D'abord, la réaffectation des ressources vers des investissements productifs (éducation, santé, infrastructures) s'impose, les résultats quantitatifs attestant d'un effet positif significatif (+0,35 à court terme, +0,60 à long terme). Toutefois, les perceptions de terrain révèlent une sous-exécution chronique de ces dépenses, notamment dans les régions éloignées.

Ensuite, l'endettement public, dont les effets négatifs sont clairs (-0,25 ; -0,40), reste massivement orienté vers les dépenses récurrentes, en particulier sécuritaires. Selon les entretiens, environ 70 % des emprunts servent à couvrir des charges de fonctionnement, créant une spirale budgétaire non soutenable. La convergence des deux approches plaide pour une révision rigoureuse et sélective de la stratégie d'endettement.

Les investissements en capital humain, bien qu'efficaces dans le modèle (+0,45 ; +0,70), sont jugés largement insuffisants sur le terrain. Les infrastructures éducatives sont vétustes, la formation inadaptée, et les dépenses souvent concentrées sur le fonctionnement plutôt que sur l'équipement ou la qualité des services.

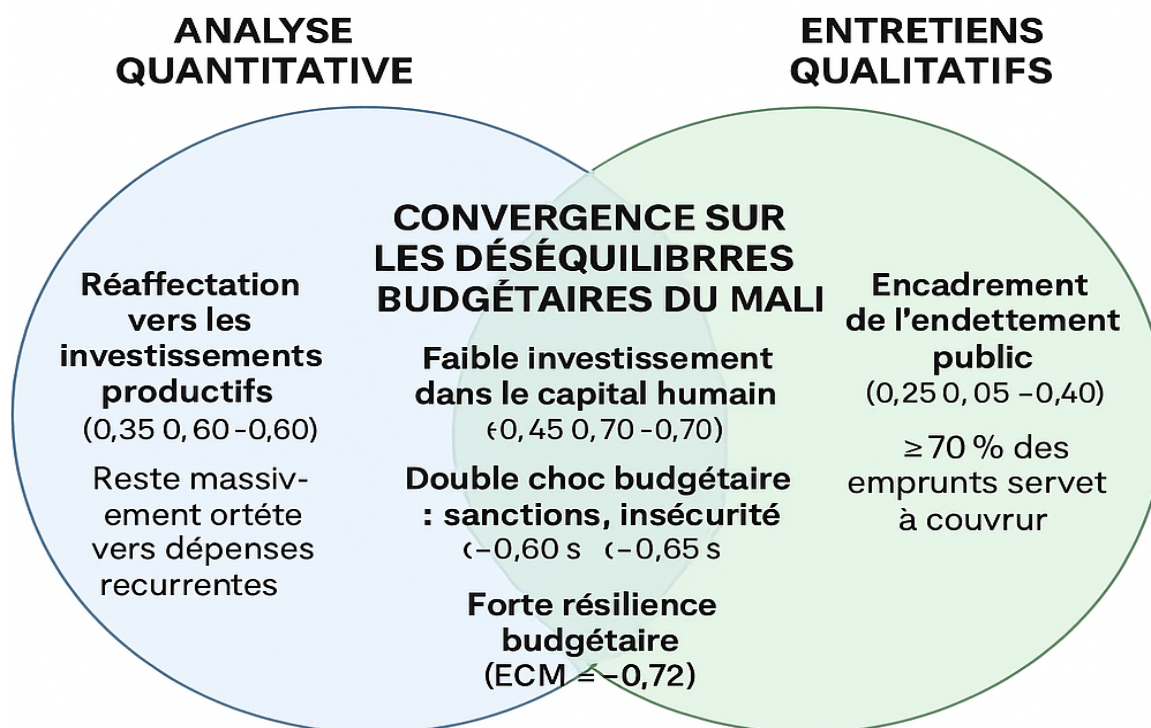
En parallèle, l'impact négatif cumulé des sanctions (-0,80 à long terme) et de l'insécurité (-0,65) ressort comme un double choc budgétaire. Les sanctions ont gelé des projets clés et perturbé les échanges régionaux, tandis que l'insécurité absorbe plus de 50 % du budget selon les données 2024, bloquant toute planification durable.

Enfin, le modèle ARDL met en évidence une résilience budgétaire significative (ECM = -0,72), renforcée par la perception partagée des acteurs : 80 % estiment qu'un redressement est possible à condition de réformer les priorités budgétaires.

En somme, l'articulation entre données empiriques et perceptions confère une légitimité forte aux recommandations proposées : réallocation vers des investissements structurants, réforme de la dette, diversification économique, et équilibre explicite entre urgence sécuritaire et

développement. Ces orientations constituent une base robuste pour une trajectoire de stabilisation économique durable.

Figure 3 : Diagramme de Venn – Convergence entre résultats quantitatifs et qualitatifs sur les déséquilibres budgétaires au Mali



Forte résilience budgétaire (ECM = -0,72)

Source : Sissoko. EF, 2025

Tableau 6 : Synthèse croisée et implications opérationnelles

Thèmes analysés	Résultats quantitatifs (ARDL)	Résultats qualitatifs (entretiens)	Implications opérationnelles clés
Dépenses publiques productives	CT : 0,35 ; LT : 0,60 (+)	Jugées essentielles mais sous-financées	Réallouer massivement vers éducation, santé, infrastructures
Endettement public	CT : -0,25 ; LT : -0,40 (-)	Mal orienté, dédié aux dépenses courantes	Réformer la politique d'endettement vers des investissements rentables
Capital humain	CT : 0,45 ; LT : 0,70 (+)	Importance reconnue mais investissements insuffisants	Accroître les budgets et améliorer la qualité des dépenses sociales
Sanctions économiques (CEDEAO)	CT : -0,50 ; LT : -0,80 (-)	Fortement déstabilisantes	Diversifier les partenariats économiques hors CEDEAO
Insécurité persistante	CT : -0,40 ; LT : -0,65 (-)	Très coûteuse, bloquant les projets	Rétablir la sécurité pour relancer l'investissement et la planification budgétaire
Équilibre sécurité/investissements productifs	Effets croisés indirects observés	Exigence forte d'un rééquilibrage stratégique	Intégrer une règle budgétaire d'équilibre entre sécurité et développement
Résilience budgétaire (ECM)	Ajustement rapide : -0,72	Potentiel de rebond reconnu	Exploiter cette résilience via une stratégie d'investissement structurée

(CT = court terme ; LT = long terme ; + = effet positif ; - = effet négatif)

Source : Sissoko. EF, 2025

4. Discussion critique et propositions stratégiques

Les résultats de cette étude, à la lumière du cadre théorique mobilisé, s'inscrivent globalement dans la continuité des travaux économiques existants, tout en apportant des nuances substantielles propres au contexte malien. Les effets positifs significatifs des dépenses publiques productives sur la croissance économique (court terme : 0,35 ; long terme : 0,60) confirment les hypothèses formulées par Barro (1990) et sont appuyés par les travaux plus récents de Maïga et al. (2023). Toutefois, nos données qualitatives révèlent une mise en œuvre encore limitée de ces dépenses, en raison notamment des contraintes sécuritaires et budgétaires structurelles, comme déjà souligné par Guindo et al. (2023).

Par ailleurs, l'endettement public présente un effet négatif marqué à court et long terme, en ligne avec les critiques de Reinhart et Rogoff (2010) et les constats empiriques de Fakaba et al. (2023). La pratique consistant à financer les dépenses courantes, notamment sécuritaires, par l'endettement est perçue comme une menace croissante pour la stabilité macroéconomique, ce qui renforce la nécessité d'une politique d'endettement sélective, comme recommandé par Sangaré et al. (2023).

En ce qui concerne les investissements en capital humain, les effets positifs observés (court terme : 0,45 ; long terme : 0,70) valident la théorie classique développée par Becker (1964) et sont en accord avec les conclusions de Lassana (2023). Néanmoins, les perceptions recueillies auprès des acteurs interrogés insistent sur la qualité insuffisante des investissements actuels, en particulier dans la formation professionnelle et les services de santé de base, ce qui traduit un écart entre les ambitions affichées et leur concrétisation.

Les sanctions économiques de la CEDEAO, quant à elles, se traduisent par des effets négatifs profonds sur la croissance (court terme : -0,50 ; long terme : -0,80), confirmant les analyses structurelles de Hufbauer et al. (2007) et les études récentes menées par Sissoko et Dembélé (2023). Les données qualitatives recueillies renforcent ce constat, en pointant du doigt la paralysie des flux commerciaux, les blocages logistiques régionaux et le gel de nombreux projets de développement.

Enfin, l'impact de l'insécurité persistante se manifeste de manière significative dans nos résultats (court terme : -0,40 ; long terme : -0,65), ce qui rejoint les conclusions de Collier et Hoeffler (2004) sur les coûts indirects des conflits armés, et celles de Kalifa et al. (2023) sur la pression budgétaire exercée par les priorités sécuritaires. L'étude montre que l'insécurité ne se limite pas à une problématique de défense, mais devient un frein transversal à la planification économique, à l'allocation des ressources et à l'investissement privé et public.

Par ailleurs, il convient de souligner une limite méthodologique importante : l'absence de variables institutionnelles dans la modélisation économétrique (qualité de la gouvernance, transparence budgétaire, contrôle de la corruption), qui pourraient affiner la compréhension des arbitrages budgétaires en contexte de crise. Leur intégration future permettrait de mieux isoler les effets structurels des facteurs contextuels.

De plus, si cette étude adopte une approche intégrée et transversale, une lecture sectorielle plus fine — notamment dans les domaines de l'agriculture, de la santé et des infrastructures économiques — serait nécessaire pour orienter de manière plus ciblée les priorités budgétaires. Enfin, pour élargir la portée des résultats et tester leur transférabilité, des comparaisons régionales avec d'autres pays sahéliens confrontés à des défis similaires (Burkina Faso, Niger, Tchad) pourraient constituer un prolongement utile. De telles comparaisons permettraient d'identifier des leviers communs ou différenciés de résilience budgétaire dans des environnements sécuritaires comparables.

Dans l'ensemble, cette mise en perspective avec la littérature existante confirme la robustesse empirique des résultats obtenus, tout en soulignant les ajustements nécessaires pour adapter les théories économiques classiques aux réalités budgétaires, politiques et sécuritaires du Mali. Elle ouvre également la voie à des recommandations opérationnelles ciblées et réalistes, que nous présentons dans la suite de l'article.

Conclusion générale

Cette étude a examiné les effets combinés de l'insécurité persistante et des sanctions économiques de la CEDEAO sur la soutenabilité budgétaire et la croissance économique durable au Mali entre 1991 et 2025. Dans un contexte marqué par une transition politique prolongée et de fortes tensions économiques, elle a mobilisé une méthodologie mixte rigoureuse combinant un modèle ARDL et une analyse qualitative fondée sur quarante entretiens semi-directifs.

Le cadre théorique articulé autour des dépenses publiques productives (Barro, 1990), du capital humain (Becker, 1964), de la soutenabilité post-conflit (Collier & Hoeffler, 2004) et des effets économiques des sanctions (Hufbauer et al., 2007) a permis de structurer six hypothèses principales. Celles-ci sont globalement validées par les résultats :

- Les dépenses publiques productives auraient un effet positif significatif sur la croissance.
- L'endettement orienté vers des charges courantes affaiblirait la stabilité macroéconomique.

- Les investissements en capital humain exerceraient un effet stimulant mais restent sous-optimisés.
- Les sanctions économiques imposeraient des contraintes budgétaires majeures.
- L'insécurité constituerait un frein transversal au développement.
- Un équilibre stratégique entre sécurité immédiate et investissements productifs serait nécessaire.

Les données qualitatives ont nuancé et renforcé ces constats, en soulignant les contraintes institutionnelles et budgétaires réelles, ainsi que les perceptions divergentes selon les acteurs interrogés.

Les recommandations formulées à l'issue de cette analyse offrent un socle d'action concret pour les décideurs maliens. Elles incluent :

- une réallocation urgente vers des investissements structurants (éducation, santé, infrastructures),
- une gestion sélective et transparente de la dette,
- une diversification proactive des partenariats économiques hors CEDEAO,
- et la mise en place de briefings, tableaux de priorisation et mémos stratégiques à usage institutionnel, favorisant la mise en œuvre rapide des orientations budgétaires.

Au plan scientifique, l'étude contribue à enrichir la littérature sur les économies fragiles du Sahel en contextualisant les interactions entre sécurité, endettement, sanctions régionales et gouvernance budgétaire.

Toutefois, elle comporte certaines limites :

- l'absence d'intégration de variables institutionnelles (qualité de la gouvernance, transparence, corruption),
- une représentation géographique encore partielle des dynamiques locales dans les entretiens,
- et l'absence d'une ventilation sectorielle détaillée des effets budgétaires.

En ce sens, des recherches futures pourraient explorer trois axes complémentaires :

1. l'intégration d'indicateurs de gouvernance (Kaufmann et al., 2009),
2. des analyses sectorielles approfondies (agriculture, mines, infrastructures),
3. et des comparaisons inter-pays avec d'autres contextes sahéliens (Burkina Faso, Niger, Tchad), afin de valider la transférabilité des résultats.

En somme, dans un contexte de vulnérabilité croissante, le Mali doit impérativement adopter une stratégie budgétaire fondée sur la résilience, l'anticipation et l'équilibre. Cette étude

propose un cadre empirique solide et opérationnel pour éclairer les décisions politiques et contribuer à une trajectoire de développement durable, sécurisée et mieux gouvernée.

REFERENCES (style APA 7e édition)

Akoto Tamakloe, D. D. (2023). *Analyse de l'impact de la dette publique sur la croissance économique des États membres de la CEDEAO* (Thèse de doctorat, Université Mouloud Mammeri).

Alesina, A., & Perotti, R. (1997). Fiscal adjustments in OECD countries : Composition and macroeconomic effects. *IMF Staff Papers*, 44(2), 210–248.

Banque africaine de développement. (2024). *Perspectives économiques du Mali 2024*. Abidjan : Banque africaine de développement.

Banque mondiale. (2023). *Note sur la situation économique du Mali 2023*. Washington, DC : Groupe de la Banque mondiale.

Barro, R. J. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of Political Economy*, 98(5, Part 2), S103–S125.

Becker, G. S. (1964). *Human capital: A theoretical and empirical analysis, with special reference to education*. University of Chicago Press.

Camara, O., & Thera, S. (2023). *Les procédures de passation des marchés publics au Mali : La non-maîtrise des procédures et le manque de transparence*. Éditions universitaires européennes.

Collier, P., & Hoeffler, A. (2004). Greed and grievance in civil war. *Oxford Economic Papers*, 56(4), 563–595.

Creswell, J. W. (2014). *Research design: Qualitative, quantitative, and mixed methods approaches* (4th ed.). SAGE Publications.

FMI. (2023). *Consultations au titre de l'article IV – Mali*. Rapport des services du FMI.

Hufbauer, G. C., Schott, J. J., Elliott, K. A., & Oegg, B. (2007). *Economic sanctions reconsidered* (3rd ed.). Peterson Institute for International Economics.

Kalifa, D. A. O., Traoré, M., Boubacar, S. Y., & Amadou, D. O. L. O. (2023). Impact des recettes touristiques sur le développement du Mali. *Journal of Economics, Finance and Management*, 2(2), 116–134.

Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M. (2009). Governance matters VIII: Aggregate and individual governance indicators, 1996–2008. *World Bank Policy Research Working Paper*, (4978).

- Krippendorff, K. (2018). *Content analysis: An introduction to its methodology* (4th ed.). Sage Publications.
- Lassana, T. (2023). Financement du capital humain dans les pays de l'UEMOA : Analyse en données de panel. *Revue Économie et Société*, 2(2), 49–62.
- Maïga, A. A. (2022). *Politique budgétaire et réduction de la pauvreté à travers les dépenses sociales au Mali*.
- Maïga, A., Bamba, A., Keïta, S., Traoré, S. S. L., & Mouleye, I. S. (2023). Effets de la politique fiscale sur la croissance économique du Mali. *ESI Preprints*, 14, 397.
- Mankiw, N. G., Romer, D., & Weil, D. N. (1992). A contribution to the empirics of economic growth. *Quarterly Journal of Economics*, 107(2), 407–437.
- Pesaran, M. H., Shin, Y., & Smith, R. J. (2001). Bounds testing approaches to the analysis of level relationships. *Journal of Applied Econometrics*, 16(3), 289–326.
- Reinhart, C. M., & Rogoff, K. S. (2010). Growth in a time of debt. *American Economic Review*, 100(2), 573–578.
- République du Mali. (2024). *Loi de finances pour l'exercice 2025*. Bamako : ministère de l'Économie et des Finances.
- Sangaré, M. B., Singaré, H. B., & Mariko, O. (2023). Soutenabilité versus stationnarité de la dette : Une application empirique sur le Mali. *Revue Française d'Économie et de Gestion*, 4(3).
- Sen, A. (1999). La possibilité du choix social [Conférence Nobel]. *Revue de l'OFCE*, 70(1), 7–61.
- Sissoko, E. F. (2023). Les dynamiques du secteur privé malien : Défis de la création, du développement et du financement. *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, 6(4).
- Sissoko, E. F., Dembélé, K., Maïga, A., & Tangara, T. (2024). Comprendre le labyrinthe du chômage au Mali (1991–2022). *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 5(2), 317–335.
- Sissoko, E. F., Diawara, D. S., Ballo, I., Traoré, A. O., & Dembélé, K. (2023). Entre instabilité et développement : Endettement par le marché régional des titres publics et stabilité politique. *Revue du Contrôle, de la Comptabilité et de l'Audit*, 7(4).
- Sissoko, E. F., Guindo, L. A., & Traoré, A. L. (2024). L'économie post-CEDEAO : Défis et opportunités pour le Mali, le Burkina Faso et le Niger. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 5(1), 289–307.

Sissoko, E. F., Guindo, L., Koné, M. K. O. N. E., & Traoré, A. L. (2024). Sécurité ou développement ? Un dilemme budgétaire en contexte électoral. *Revue Française d'Économie et de Gestion*, 5(1).

Stiglitz, J. E., Walsh, C. E., Lafay, J. D., & Mayer, F. (2000). *Principes d'économie moderne*. De Boeck Université.

Traoré, S. S. L., Sissoko, E. F., Haïdara, A., & Koné, M. (2025). Impact des dépenses de santé sur la croissance économique au Mali : Une analyse économétrique. *Journal of Economics, Finance and Management*, 4(2), 124–142.